

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
14 septembre 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 11 septembre 2012, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires par intérim  
de la Mission permanente d'observation de la Ligue  
des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En application de l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la résolution n° 7526, intitulée « Occupation par la République islamique d'Iran des trois îles arabes du golfe Arabique appartenant aux Émirats arabes unis : la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa » que le Conseil de la Ligue des États arabes a adoptée le 5 septembre 2012 à l'occasion de sa cent trente-huitième session ordinaire tenue au Caire au niveau ministériel (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

La Chargée d'affaires  
(Signé) Nasria E. Flitti



**Annexe à la lettre datée du 11 septembre 2012  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission  
permanente d'observation de la Ligue des États  
arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

**Occupation par la République islamique d'Iran de trois  
îles arabes du golfe Arabique appartenant aux Émirats  
arabes unis : la Grande-Tumb, la Petite-Tumb  
et Abou Moussa**

Le Conseil de la Ligue des États arabes, réuni au niveau ministériel,

Ayant examiné :

La note du Secrétariat général,

Le rapport sur les activités du Secrétariat général entre les sessions,

La recommandation de la Commission des affaires politiques,

S'inspirant des résolutions issues du précédent sommet, la dernière en date étant la résolution n° 510 du 28 mars 2010, adoptée au Sommet de Syrte (vingt-deuxième session ordinaire),

Réaffirmant ses résolutions et communiqués antérieurs sur la question, les plus récents étant la résolution n° 7310 du 2 mars 2011 (cent trente-cinquième session ordinaire) et le communiqué n° 168 publié à l'occasion de sa session extraordinaire, le 26 avril 2012,

Décide de ce qui suit :

1. Réaffirme sans réserve la pleine souveraineté des Émirats arabes unis à l'égard des trois îles de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa, et appuie l'ensemble des mesures et des moyens pacifiques auxquels les Émirats arabes unis ont recours pour rétablir leur souveraineté à l'égard des îles occupées;

2. Dénonce la persistance du Gouvernement iranien à vouloir consacrer son occupation des trois îles et à violer la souveraineté des Émirats arabes unis, ce qui compromet la sécurité et la stabilité dans la région et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales;

3. Condamne la construction par le Gouvernement iranien de logements destinés à accueillir des Iraniens sur les trois îles arabes occupées appartenant aux Émirats arabes unis;

4. Condamne également les manœuvres de l'armée iranienne sur les trois îles occupées de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa, ainsi que dans les eaux territoriales, l'espace aérien, sur le plateau continental et dans la zone économique exclusive des trois îles, qui font partie intégrante des Émirats arabes unis, et demande à l'Iran de mettre un terme à ces violations et actes de provocation, qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures d'un État indépendant et souverain, ne sont pas propices à l'instauration d'un climat de confiance, font peser

une menace sur la sécurité et la stabilité dans la région et mettent en péril la sécurité de la navigation régionale et internationale dans le golfe Arabique;

5. Condamne l'ouverture, par la République islamique d'Iran, de deux bureaux dans l'île d'Abou Moussa appartenant aux Émirats arabes unis et demande à l'Iran de démanteler ces installations illégales et de respecter la souveraineté des Émirats arabes unis sur son territoire;

6. Exhorte de nouveau le Gouvernement iranien à mettre fin à l'occupation des trois îles qui appartiennent aux Émirats arabes unis, à ne pas imposer un fait accompli par la force, à renoncer à mettre en place des installations sur les trois îles pour en modifier la composition démographique, à annuler toutes les mesures qu'il a prises et à démanteler toutes les installations mises en place unilatéralement sur les trois îles arabes, dans la mesure où ces dispositions et ces prétentions sont nulles et non avenues, n'ont aucun effet juridique, ne remettent pas en cause la souveraineté inaliénable des Émirats arabes unis à l'égard des trois îles et vont à l'encontre des règles du droit international et des dispositions de la Convention de Genève de 1949, et demande instamment au Gouvernement iranien de régler pacifiquement ce différend dans le respect des principes et règles du droit international, notamment en acceptant que cette question soit renvoyée devant la Cour internationale de Justice;

7. Exprime l'espoir que la République islamique d'Iran reviendra sur sa position, qui consiste à refuser un règlement pacifique de la question des trois îles occupées appartenant aux Émirats arabes unis, tant par la voie de négociations directes et de bonne foi que par la saisine de la Cour internationale de Justice;

8. Demande à l'Iran de traduire concrètement dans les faits, tant en paroles qu'en actes, sa volonté déclarée d'améliorer ses relations avec les pays arabes, d'engager le dialogue et d'apaiser les tensions, et ce, en répondant favorablement et franchement aux appels sérieux et sincères lancés par le Président des Émirats arabes unis, S.A. cheik Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, ainsi que par les États membres du Conseil de coopération du Golfe, les États arabes, les groupements internationaux, les pays amis et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en vue de régler pacifiquement le différend relatif aux trois îles occupées conformément à la coutume, aux instruments et aux règles du droit international, par la voie de négociations directes et de bonne foi ou en saisissant la Cour internationale de Justice, ce qui permettrait d'instaurer la confiance et de renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du golfe Arabique;

9. Déclare que tous les États arabes s'engagent, dans leurs relations avec l'Iran, à soulever la question des trois îles occupées par ce pays afin de réaffirmer qu'il est nécessaire de mettre fin à cette occupation dans la mesure où ces trois îles sont des territoires arabes occupés;

10. Informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il importe de maintenir cette affaire sur la liste des questions dont est saisi le Conseil de sécurité, et ce, jusqu'à ce que l'Iran mette un terme à l'occupation des trois îles arabes et que les Émirats arabes unis rétablissent leur pleine souveraineté sur ces îles;

11. Demande au Secrétaire général de suivre la question et de lui faire rapport à sa prochaine session.

(Résolution n° 7526, adoptée le 5 septembre 2012 à la cent trente-huitième session ordinaire)

---